



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Le Ministre

Luxembourg, le 5 février 2021

REÇU

Par Christine Wirtgen, 08:25, 08/02/2021

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes

à

Monsieur le Ministre aux Relations avec le Parlement

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe, la réponse commune des ministres impliqués à la question parlementaire urgente n° 3552 posée par l'honorable Député Monsieur Gusty Graas.


Jean Asselborn

Réponse conjointe de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire à la question parlementaire urgente n° 3552 déposée le 1^{er} février 2021 par l'honorable Député Monsieur Gusty Graas au sujet du coup d'État au Myanmar

– Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à cette évolution ?

Le 1^{er} février, par la voix du Ministre des Affaires étrangères et européennes, le Gouvernement a fermement condamné le coup d'État militaire au Myanmar et appelé à la libération immédiate des élus détenus, y compris Madame Aung San Suu Kyi, ainsi qu'au respect du résultat des élections démocratiques reflétant la volonté du peuple du Myanmar. Dans une déclaration publiée le 2 février, le Haut Représentant Josep Borrell, s'exprimant au nom de l'Union européenne, a appelé l'armée birmane à libérer immédiatement et sans aucune condition le président, la conseillère spéciale de l'État, et tous ceux qui ont été arrêtés, à faire preuve de la plus grande retenue, à rétablir les télécommunications, et à respecter les droits humains, notamment la liberté d'expression, les libertés fondamentales et l'État de droit. Dans ce contexte, l'Union européenne demande à l'armée de mettre fin immédiatement à l'état d'urgence, de restaurer le gouvernement civil, d'ouvrir le Parlement nouvellement élu, et de ne pas s'opposer aux nominations ultérieures du président, des vice-présidents et du nouveau gouvernement. L'UE est prête à apporter son soutien au dialogue et examinera toutes les options à sa disposition pour soutenir la démocratie au Myanmar.

– Quelle est la situation sur les lieux au présent ?

La situation dans le pays semble rester calme. Les informations dont nous disposons ne font pas état d'affrontements mais d'un sentiment de frustration intense dans le chef de la grande majorité de la population.

– Des coopérants luxembourgeois de l'agence LuxDev sont en mission au Myanmar. Est-ce que des mesures de sécurité sont prises pour ces agents ?

Tous les agents et coopérants de l'agence Lux-Development vont bien et sont en sécurité. Parmi les quatre agents internationaux de l'agence Lux-Development qui sont actuellement en mission au Myanmar, une seule est ressortissante luxembourgeoise. Dans le cadre de son obligation de diligence envers son personnel, l'agence a mis en œuvre des mesures de sécurité pour l'intégralité du personnel des projets en cours. Dans une première phase, ces mesures incluent notamment le travail à domicile, la suspension des missions de terrain et le renforcement de la communication et de l'échange d'informations. Des mesures supplémentaires pourront être prises en fonction de l'évolution de la situation.

– Quelles seront les conséquences du coup d'État sur l'aide et la coopération du Luxembourg au Myanmar ?

Quelques jours seulement après les événements du 1^{er} février, il est difficile d'évaluer l'impact du coup d'État sur les projets de la Coopération luxembourgeoise au Myanmar. Les véritables conséquences ne seront probablement connues que dans les semaines, voire dans les mois à venir.

La Coopération luxembourgeoise n'effectue pas d'appui budgétaire direct au gouvernement du Myanmar, mais soutient des programmes qui bénéficient directement à la population. En ce qui concerne l'exécution

des deux projets de coopération au Myanmar qui sont actuellement mis en œuvre par l'agence Lux-Development, ils ne sont, à ce stade, pas affectés directement par la situation et peuvent être poursuivis. Le premier projet concerne l'appui à la formation hôtelière à Yangon. Le second projet concerne le développement rural et l'assistance aux populations les plus démunies dans les districts isolés de l'État du Shan, qui se situe dans une région pour l'instant moins affectée par le coup d'État.

Le Luxembourg figure aussi parmi les principaux partenaires financiers du projet *MyConstitution* mis en œuvre au Myanmar par l'organisation internationale *International IDEA* (Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale). Ce projet vise à soutenir le parlement du Myanmar dans ses efforts pour établir un cadre constitutionnel favorisant une paix et une démocratie stables et inclusives. Les derniers développements constituent malheureusement un revers pour la démocratie fragile au Myanmar. Ils ont fortement perturbé le travail de notre partenaire, qui s'efforce désormais d'adapter ses plans de travail à la situation.

La priorité pour la Coopération luxembourgeoise dans l'immédiat est d'assurer la sécurité et le bien-être de son personnel. À cette fin, nous suivons de près l'évolution de la situation et sommes en communication permanente avec nos collègues sur le terrain.